



Ils ont manifesté leur disponibilité à dialoguer dans un communiqué rendu public le mardi 28 mai 2019.

L'information abondamment relayée par certains chroniqueurs fait état de ce que les 11 mouvements qui aujourd'hui ont manifesté leur disponibilité à s'engager dans une négociation, n'ont pas omis de poser certains préalables parmi lesquelles figure en bonne place la médiation d'une tierce partie.

Cette volonté affirmée par les mouvements ambazoniens intervient cependant au lendemain de la main tendue du gouvernement pour une paix durable, à travers le périple de plusieurs jours effectué par le Premier ministre, chef du gouvernement, Joseph Dion Ngute, dans les régions en crise du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. C'est d'ailleurs cette main tendue qu'avait saisie Sisuku Julius Ayuk Tabe depuis la prison centrale de Kondengui où il est incarcéré, à travers une lettre rendue publique le 27 mai dernier, non sans oublier de poser certains préalables, notamment la libération de tous les prisonniers arrêtés depuis le début de la crise ; le retrait de l'armée des 2 régions anglophones et que les pourparlers se tiennent à l'étranger.

Le portail de camerounais de Belgique. C'est d'ailleurs cette dernière condition qui fait intervenir une tierce personne dans ce périple pour la paix, qui a poussé plusieurs personnalités à se jeter à l'eau non seulement du côté du gouvernement, mais également dans la partie

d'en face.

Pour ce qui concerne justement les autorités publiques, même si la piste engagée par Maxime Eko Eko, le chef de la Direction générale pour la recherche extérieure (Dgre), visant à entamer l'ouverture des pourparlers dans une capitale de l'Afrique de l'Est, ou encore dans un Etat anglophone d'Afrique de l'Ouest, semble de moins en moins prise en considération, d'autres personnalités à l'instar du ministre d'Etat, secrétaire général à la présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh, ou encore, le ministre de l'Administration territoriale (Minat), Paul Atanga Nji, travaillent d'arrache-pied pour mener d'éventuels pourparlers, et trouver le tiers médiateur sollicité, indiquent nos sources. Médiation C'est certainement à cette aune qu'il faut contextualiser la rencontre secrète tenue à Genève les 17 et 18 mai 2019 sous l'égide du Centre pour le dialogue humanitaire, dans l'optique d'engager des discussions avec les groupes séparatistes.

Nos sources bien introduites au cours de cette grand-messe de Genève ont remarqué une forte absence des leaders ambazoniens, qui ont plutôt participé à cette rencontre par visioconférence, car ils étaient inquiets qu'une fois rendus sur les lieux, ils pouvaient être arrêtés et livrés à Yaoundé. Outre le Centre pour le dialogue humanitaire, on se souvient que le président Paul Biya avait reçu en avril dernier, une importante délégation de la communauté de Sant'Egidio, souvent qualifiée de diplomatie souterraine du Pape.

L'objectif étant de laisser aux Suisses la gestion des groupes formés depuis la diaspora et à la communauté religieuse, la médiation avec les gens de l'intérieur, même si les avis des personnalités religieuses sont parfois divergents sur la question des mécanismes de résolution de la crise anglophone. D'autres organisations ont également proposé leurs services, à l'instar de European Institute of Peace, basé à Bruxelles, qui a reçu la visite de certains leaders ambazoniens ces derniers jours, ou encore de la fondation américaine Pave the Way, qui se présente selon certains observateurs, comme « l'organisation la plus efficace du monde dont personne n'a jamais entendu parler ».

Source : La Nouvelle